

# Côte d'Ivoire : Déclaration des services du FMI à l'issue de leur mission de 2022 au titre de l'article IV

le 22 avril 2022

Les communiqués de fin de mission présentent les observations préliminaires des services du FMI au terme d'une visite officielle dans un pays. Les avis exprimés dans ces conclusions sont ceux des services du FMI et ne représentent pas nécessairement les opinions du conseil d'administration. Sur la base des observations préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

- La Côte d'Ivoire a démontré une grande résilience face à la pandémie grâce à une riposte rapide et bien élaborée des pouvoirs publics.
- Les risques de détérioration sont élevés et principalement extérieurs.
- Les autorités ivoiriennes et les services du FMI conviennent qu'il est essentiel de créer un espace budgétaire pour financer les dépenses cruciales et accroître la résilience macroéconomique.

**Abidjan, Côte d'Ivoire** : Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Luca Antonio Ricci a effectué en Côte d'Ivoire du 5 au 15 avril 2022 une mission pour tenir des discussions avec les autorités ivoiriennes dans le cadre de la consultation de 2022 au titre de l'article IV.

À l'issue de la mission, M. Ricci a déclaré ce qui suit :

« L'économie de la Côte d'Ivoire a bien résisté à la pandémie grâce à une riposte rapide et bien élaborée des pouvoirs publics. Les décès liés à la COVID-19 sont peu nombreux relativement à l'échelle mondiale et la campagne vaccinale se poursuit. Environ la moitié de la population cible a maintenant reçu une première dose.

« Après avoir ralenti à 2 % en 2020, la croissance économique aurait vigoureusement rebondi à un niveau estimé à 7 % en 2021, grâce à la reprise de la consommation et de l'investissement. L'inflation a atteint 5,6 % en décembre 2021, une poussée largement imputable à la hausse des prix mondiaux, avant de redescendre quelque peu à 4,5 % en mars. Le déficit budgétaire global a été ramené à 5,1 % du PIB en 2021 (soit ½ % du PIB de moins que ce qui était prévu dans le budget) principalement grâce au renforcement de l'administration fiscale et aux efforts de digitalisation

en cours. Ces gains sont venus contrebalancer l'augmentation des dépenses de sécurité.

« Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la détérioration de l'environnement extérieur assombrit les perspectives macroéconomiques pour 2022. Selon les services du FMI, la faiblesse de la demande mondiale, la détérioration des termes de l'échange et l'incertitude croissante ralentiront la croissance à 6 % cette année. Les autorités ont mis en place un train de mesures temporaires afin de contenir les retombées de la guerre en Ukraine et de préserver la sécurité alimentaire telles que le plafonnement des prix de plusieurs aliments, des subventions à l'achat des produits pétroliers et la mise en place d'un permis pour l'exportation de certains aliments de base.

« Les perspectives macroéconomiques de la Côte d'Ivoire sont favorables, mais d'importants risques extérieurs baissiers persistent. Ils sont surtout imputables aux répercussions mondiales de la guerre en Ukraine, au resserrement de la politique monétaire dans les pays avancés et à l'augmentation connexe des coûts d'emprunt et à l'instabilité qui persiste dans certains pays limitrophes. Le pays fait aussi face à des risques haussiers notamment la découverte récente de gisements pétroliers et gaziers et la mise en œuvre résolue des réformes prévues dans le Plan national de développement (PND) 2021–25 qui pourraient améliorer les perspectives à moyen terme.

« Les services du FMI ont encouragé les autorités à évaluer attentivement l'impact des mesures instaurées à ce jour pour atténuer les effets de la guerre en Ukraine et à s'assurer qu'elles ne causent pas de distorsions sur le marché, ne deviennent pas permanentes, ciblent bien les personnes les plus vulnérables et soient bien arrimées aux objectifs de viabilité budgétaire à moyen terme.

« Les services du FMI ont insisté sur l'importance de préserver la viabilité de la dette et du cadre macroéconomique en ancrant adéquatement les attentes. Les services estiment que dans la mesure où la situation s'améliore, le critère de convergence de l'UEMOA d'un déficit budgétaire de 3 % du PIB d'ici 2024 peut encore être satisfait. Il sera par ailleurs essentiel d'ensuite rétablir progressivement des réserves.

« Les autorités ivoiriennes et les services du FMI ont convenu qu'il est essentiel de continuer de renforcer la mobilisation des recettes intérieures afin de financer les dépenses cruciales et atteindre une plus grande résilience macroéconomique. Malgré les efforts récemment déployés, les recettes fiscales demeurent inférieures aux normes internationales. Les services du FMI ont insisté sur l'importance de continuer à mobiliser des ressources additionnelles pour financer les dépenses prioritaires nécessaires à la promotion de la convergence sociale et à la mise en place des infrastructures et des services publics essentiels.

« Les services du FMI ont accueilli favorablement le Plan national de développement (PND) 2021–25 approuvé en décembre 2021 et dont le but consiste à accélérer la transformation économique et sociale. Ce plan insiste sur un rôle accru pour le secteur privé et sur l’industrialisation, le capital humain, la productivité et la gouvernance. Les autorités devraient continuer d’améliorer le climat des affaires et les infrastructures, de protéger le droit de propriété, de faciliter l’accès au crédit et de stimuler la diversification des exportations. Il est crucial de continuer d’élaborer des politiques de développement durable qui favoriseront l’adaptation aux changements climatiques et atténueront les risques connexes.

« Continuer à élargir l’offre de services publics et la convergence sociale reste essentiel à une croissance viable plus inclusive. Les autorités ont déployé des efforts considérables dans le cadre du Programme social du gouvernement 2019–20 (*PSGouv*). Elles ont notamment élargi dans tout le pays l’accès à l’électricité, à l’eau potable et à l’éducation. Il est cependant vital de continuer d’accroître à la fois l’efficacité des dépenses et l’accès à des services publics efficaces. À ce sujet, les efforts déployés actuellement pour rendre les soins de santé plus accessibles, pour élargir la formation des professionnels de la santé et pour renforcer les programmes de formation professionnelle sont à féliciter.

« L’équipe de la mission du FMI tient à exprimer sa gratitude aux autorités et aux autres interlocuteurs pour les discussions ouvertes et constructives. »

L’équipe du FMI a rencontré le Premier Ministre Patrick Achi ; le Ministre et Secrétaire Général de la Présidence, Abdourahmane Cissé ; le Ministre d’État et Ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani ; le Ministre de l’Économie et des Finances, Adama Coulibaly ; le Ministre du Budget et du Portefeuille de l’État, Moussa Sanogo ; la Ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba ; la Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l’Administration, Anne Désirée Ouloto ; le Ministre de la Santé, de l’Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre Dimba ; le Ministre des Mines, du Pétrole et de l’Énergie, Thomas Camara ; le Ministre de l’Environnement et du Développement durable, Jean-Luc Assi ; le Ministre du Commerce et de l’Industrie, Souleymane Diarrassouba ; le Ministre de l’Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l’Apprentissage, Koffi N’Guessan; le Directeur National de la BCEAO, Chalouho Coulibaly ; et d’autres hauts fonctionnaires de l’administration et de la BCEAO ainsi que des représentants des milieux d’affaires et des donateurs.

## **Département de la communication du FMI**

---

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

**ATTACHÉ DE PRESSE:** EVA GRAF

**TÉLÉPHONE:** +1 202 623-7100

**COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG

